

# MODÈLE DE RECOURS EN RÉFÉRÉ- SUSPENSION

## LE RÉFÉRÉ-SUSPENSION<sup>1</sup>

Le référé-suspension est une demande visant à obtenir la **suspension d'une mesure exécutoire de l'administration**. Elle n'aboutit en aucun cas à l'annulation de l'acte contesté. Elle consiste simplement à faire suspendre l'exécution de l'acte, de façon provisoire, en attendant le jugement d'un tribunal.

Afin que cette demande aboutisse, le requérant doit remplir **trois conditions** :

**1) Avoir déposé préalablement une demande en annulation** devant un tribunal administratif

**2) Prouver la condition d'urgence**

**Comment s'apprécie l'urgence dans le cadre d'un référé-suspension ?**

**Présomption d'une situation d'urgence.** - Certaines décisions de l'administration sont considérées par le juge du référé comme constitutives, en principe, d'une situation d'urgence, sans qu'il soit alors fait obligation au requérant de démontrer le caractère grave et immédiat du préjudice. Ainsi, l'urgence à prononcer la suspension d'un permis de construire est en principe constatée lorsque la construction du bâtiment « présente un caractère irréversible » ou difficilement réversible (~~CE~~ [Conseil d'État, 27 juillet 2001, Cne de Tulle, n°230231](#)) que les travaux aient débuté ou non. Il s'agit toutefois d'une présomption simple, qui peut être renversée.

**Appréciation concrète de l'urgence et justifications fournies par le requérant.** - [L'article R. 522-1 du Code de justice administrative](#) prévoit que la requête doit contenir l'exposé au moins sommaire des faits et moyens et justifier l'urgence de l'affaire. Il appartient donc au demandeur d'établir la situation d'urgence afin de permettre au juge des référés de porter une appréciation circonstanciée sur cette condition.

**Appréciation objective et globale de l'urgence par le juge du référé.** - Le juge du référé doit apprécier l'urgence objectivement en tenant compte de l'ensemble des circonstances de chaque espèce. Le juge doit également faire apparaître dans sa décision tous les éléments qui, eu égard à l'argumentation des parties, l'ont conduit à considérer que la suspension demandée revêtait un caractère d'urgence.

<sup>1</sup> Source principale : [www.lexis360.fr](http://www.lexis360.fr), Contentieux administratif : les référés d'urgence, Antoine BOURREL, date de publication : 22 octobre 2018

Cette approche globale et objective de l'urgence vise à opérer une balance des intérêts en présence : l'intérêt du requérant à obtenir la suspension peut se heurter à l'intérêt général justifiant l'exécution de la décision.

### **3) Démontrer le doute sérieux sur la légalité de l'acte (c'est-à-dire ce qui permet de penser que la décision administrative litigieuse est illégale)**

#### **L'exigence d'un moyen propre à créer un « doute sérieux » quant à la légalité de la décision**

Cette condition traduit la volonté du législateur de rendre possible la suspension d'un acte même sans la certitude que la décision attaquée est illégale. Le juge doit prendre en compte le fait qu'il est dans une situation d'urgence, et que sa décision n'est que provisoire. Un doute sérieux quant à la légalité de la décision justifie donc une suspension ([CJCE Conseil d'État, 7 mars 2012, n°353088](#)).

[CJCE Conseil d'État, 25 mai 2018, n°413267](#) : L'arrêt précise que, eu égard à l'office du juge du référé suspension, ne commet pas d'erreur de droit le juge du référé qui, pour estimer la condition relative au doute sérieux remplie, s'approprie l'analyse développée par la cour administrative d'appel de Bordeaux relative à un précédent arrêté de dérogation pour destruction d'espèces protégées délivré aux sociétés requérantes concernant le projet en cause.

❗ La requête doit être déposée au greffe de la juridiction concernée ou envoyée par LRAR à cette même juridiction.

A l'attention du Président du Tribunal Administratif de XX

## **REQUETE EN REFERE-SUSPENSION Article L.521-1 du Code de Justice Administrative**

### **POUR**

L'association XX, agréée au titre de la protection de l'environnement par arrêté ministériel du [date], dont le siège social est [adresse], prise en la personne de son représentant en exercice ou ayant pour avocat Monsieur XX (Pièce n°XX-copie des statuts, Pièce n°XX- copie de l'agrément, Pièces n°XX -copie du mandat)

### **CONTRE**

L'arrêté du [autorité compétente] en date du [date et intitulé de l'arrêté] (Pièce n°XX-copie de l'arrêté)

#### **Exemple :**

L'arrêté du Préfet du Var en date du JJ/MM/AAAA ordonnant la réalisation de tirs de prélèvement en vue de la protection contre la prédation du loup (canis lupus) sur la commune de XX.

### **EXPOSE DES FAITS**

[→ Rappeler les faits en joignant toutes les pièces qui peuvent être nécessaires pour fonder votre demande. Tout d'abord, vous pouvez résumer brièvement les divers textes nationaux et conventions internationales si elles existent qui concernent votre sujet.

Ensuite, vous devez exposer les faits qui ont conduit à contester l'arrêté.

Enfin, dans cette partie, il faut également préciser que l'association a déjà déposé un recours en annulation auprès du tribunal administratif et qu'elle demande la suspension de l'arrêté contesté.]

### **Exemple :**

C'est pourquoi les associations de protection de l'environnement XXX ont déposé au greffe du Tribunal administratif de [commune] un recours pour excès de pouvoir contre ledit arrêté. (Pièce n° XX-copie du recours)

En raison des dommages irréversibles que risque d'entraîner l'exécution de cet arrêté, les associations XX entendent également solliciter par la présente **sa suspension**.

C'est l'objet de la présente requête.

## **DISCUSSION**

[→ Rappeler l'article L.521-1 du Code de justice administrative]

L'article L.521-1 du Code de justice administrative dispose :

« Quand une décision administrative, même de rejet, fait l'objet d'une requête en annulation ou en réformation, le juge des référés, saisi d'une demande en ce sens, peut ordonner la suspension de l'exécution de cette décision, ou de certains de ses effets, lorsque l'urgence le justifie et qu'il est fait état d'un moyen propre à créer, en l'état de l'instruction, un doute sérieux quant à la légalité de la décision ».

Les deux conditions requises pour une demande en référé-suspension sont réunies en l'espèce.

### **A - Sur l'urgence**

[→ Commencer comme suit :]

Il ressort des termes d'une jurisprudence constante du Conseil d'Etat que la condition d'urgence est entendue comme remplie :

« Lorsque la décision administrative contestée porte un préjudice suffisamment grave et immédiat à un intérêt public, à la situation du requérant, ou aux intérêts qu'il entend défendre, alors même que cette décision n'aurait un objet ou des répercussions que purement financiers » ([Conseil d'État, 19 janvier 2001, Confédération nationale des radios libres, n°228815](#)).

[→ Démontrer alors en quoi la décision administrative porte une atteinte grave et immédiate aux intérêts de l'association, et joindre toutes les pièces qui peuvent fonder la condition d'urgence.]

### **Exemple :**

L'association FNE-Paca entend préserver et conserver les espèces animales et végétales. Elle participe amplement à la protection du loup, en assistant régulièrement aux réunions organisées par le Groupe National Loup, en menant telle action etc.

L'exécution de l'arrêté préfectoral, autorisant les tirs à l'encontre de cette espèce amènerait à des conséquences irréversibles sur cette espèce protégée. Cela impacterait ainsi les actions menées par l'association, en vue de protéger le loup.

L'urgence requise par l'article L521-1 du Code de justice administrative est donc établie au cas d'espèce.

## **B - Sur le doute sérieux quant à la légalité de la décision**

*[→ Dans cette partie, l'association doit mettre en avant **tous les arguments juridiques** qui laisseraient supposer qu'il existe des raisons sérieuses de douter de la légalité de l'acte.*

*→ Elle peut se fonder sur les textes nationaux législatifs et réglementaires, ainsi que sur de la jurisprudence.*

*→ Conclure comme suit :]*

Il existe donc, en l'état de l'instruction, un doute sérieux sur la légalité de cette décision.

### **PAR CES MOTIFS**

Vu l'article L521-1 du Code de justice administrative,

L'association XX sollicite de Monsieur le Président du Tribunal administratif de XX de bien vouloir :

- Suspendre l'exécution de l'arrêté du [autorité compétente] en date du [date et intitulé de l'acte]
  
- Condamner l'Etat aux entiers dépens

### **PRODUCTIONS VERSEES AUX DEBATS**

*Pièce n°1 : Statut de l'association*

*Pièce n°2 : Agrément de l'association*

*Pièce n°3 : Mandat*

*Pièce n°4 : Copie de l'acte contesté*

*Pièce n°5 : Copie du recours en annulation*

*Pièces suivantes : toute pièces utiles...*